



## REUNION INTERNATIONALE DE MAURICE: JEUDI 13 JANVIER 2005

Le matin, la Réunion de Haut Niveau de la RI s'est ouverte par des déclarations du Premier Ministre Mauricien, du Secrétaire Général de l'ONU et du Président de la 59<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, ce, après quoi, les délégués ont, tout le long de la journée, entendu des déclarations autour de l'évaluation exhaustive de la mise en application du PAB. L'après-midi, une Table Ronde de Haut Niveau a planché sur la mobilisation des ressources pour la suite de la mise en œuvre du PAB, et la Grande Commission s'est réunie pour procéder à l'approbation du document de la Stratégie, décidant de le transmettre à la plénière, pour adoption. Le groupe de contact sur les changements climatiques a achevé ses délibérations, jeudi matin, après des consultations qui ont duré toute la nuit.

### REUNION DE HAUT NIVEAU

**EVALUATION EXHAUSTIVE DE L'APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES PEID: Débat général:** La réunion de Haut Niveau a commencé par la remise, à Maurice, de la conservation du processus des PEID, qui était confié à la Barbade.

Paul Bérenger, Premier Ministre Mauricien, a appelé à la création d'un fonds fiduciaire spécial pour l'opération des systèmes d'alerte précoce, et a encouragé la prise en considération des questions particulières des PEID dans le résultat de la Conférence Mondiale sur la Réduction des Catastrophes (CMRC) et le principal événement des Nations Unies de 2005.

Kofi Annan, Secrétaire Général de l'ONU, a appelé à la mise en place d'un système mondial d'alerte précoce et a souligné que l'ONU œuvrera à s'assurer que les PEID soient présents de manière préminente, à l'ordre du jour international, affirmant que le règlement des questions des PEID est indispensable pour la sécurité collective mondiale.

Jean Ping, Président de la 59<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, a déclaré que l'ONU a besoin de davantage de machineries d'alerte précoce, de prévention des risques et de gestion des conséquences des catastrophes naturelles. Il a exprimé l'espoir de voir la CMRC parvenir à un consensus global autour de ces questions.

Les orateurs ont fait part de leurs condoléances concernant le tremblement de terre et le tsunami survenus dans les régions Sud et Sud-Est Asiatique et de l'Océan Indien. Plusieurs PEID ont décrit leurs plans nationaux de développement durable, et ont identifié les défis nouveaux et émergents auxquels les PEID se trouvent confrontés.

Au sujet du déclassement, les délégués des SEYCHELLES et de SAINT VINCENT ET GRENADINES, ont appelé à des critères d'éligibilité plus réalistes et à un réexamen des critères de déclassement. Le délégué de SAINT KITTS ET NEVIS a appelé à l'utilisation d'indices de vulnérabilité et à la reconnaissance de la responsabilité partagée à l'égard de la réduction de la dette. De nombreux pays ont appelé à un traitement particulier pour les PEID, dans les négociations sur le commerce international. Le CAP VERT a accueilli avec satisfaction la résolution de l'ECOSOC concernant la transition douce et a encouragé les Nations Unies à garantir l'implication et l'imputabilité de la communauté internationale dans ces processus. La BANQUE MONDIALE s'est engagée à s'assurer qu'aucun Etat ne sera prématurément déclassé de l'éligibilité aux prêts accordés par la Banque.

Au sujet du commerce et de la mondialisation, la BARBADE a déclaré que l'érosion des termes commerciaux préférentiels et la libéralisation du commerce ont eu des incidences défavorables sur

les PEID. Le SURINAM a souligné la nécessité d'améliorer l'accès au marché, et une voix plus importante pour les PEID, dans les institutions financières internationales. FIDJI a déclaré que les coûts de l'intégration des PEID dans les systèmes du commerce international, affectent la progression vers les objectifs de développement agréés.

L'INDONESIE a exprimé sa gratitude pour les condoléances reçues à propos de la catastrophe du tsunami, et a souligné le besoin d'une collaboration transnationale et multisectorielle dans le traitement de ses conséquences, ainsi que d'une préparation collective à répondre rapidement et efficacement aux crises futures. Les délégués des COMORES et des SEYCHELLES ont apporté leur appui aux appels à l'établissement d'un système d'alerte précoce axé sur l'Océan Indien. La THAILANDE a déclaré que le tsunami a "remis à l'ordre du jour" l'importance des réseaux de coopération dans la mise en œuvre effective des systèmes d'alerte précoce, des stratégies de réduction des risques et des efforts visant à atténuer les effets des catastrophes. Le délégué a ajouté que la réunion ministérielle régionale qui se tiendra les 28 et 29 janvier, à Phuket, élaborera le plan de mise en place du système d'alerte précoce de l'Océan Indien. Le délégué des SEYCHELLES a appelé à l'établissement d'un fonds spécial catastrophes, pour aider au rétablissement à long terme des PEID et des Etats côtiers de la région. Le Qatar, au nom du G-77/CHINE, a souligné la nécessité d'un soutien international en faveur des systèmes d'alerte précoce, de la préparation aux catastrophes, des stratégies de réduction des risques, et de l'aide financière aux projets de réhabilitation et de reconstruction. La GUINEE EQUATORIALE, HAITI, L'AUSTRALIE et d'autres ont appelé à la mise en place de systèmes régionaux d'alerte précoce. Le SURINAM, appuyé par l'ITALIE, a appelé à l'établissement d'un système mondial d'alerte précoce, et la REPUBLIQUE DOMINICAINE a appelé à la création d'un Fonds Mondial pour les Catastrophes. L'AFRIQUE DU SUD a appelé à l'établissement d'un Fonds International pour les Catastrophes, géré par les Nations Unies, pour permettre à l'ONU de répondre aux besoins immédiats des pays touchés, dans les 24 heures qui suivent une catastrophe, pendant la mobilisation de l'aide nécessaire. BAHRAIN a appelé à un moratoire sur les remboursements de la dette bilatérale des pays frappés par le tsunami. MADAGASCAR a souligné le rôle central des Nations Unies dans les domaines de l'assistance, de la reconstruction et de l'alerte précoce. La JAMAIQUE a appelé à des arrangements de réassurance particuliers pour les PEID. L'UNESCO a annoncé la tenue d'une réunion technique d'experts, à Paris, consacrée à l'harmonisation des initiatives d'alerte précoce, et d'une conférence régionale avec l'OMM, consacrée au tsunami de l'Océan Indien. Le PNUD a annoncé le lancement du Fonds pour le Renforcement des Capacités de Résistance des PEID, dans l'objectif d'aider les PEID à renforcer leurs capacités dans le domaine de la formulation et de la mise en œuvre des initiatives visant à réduire les vulnérabilités.

Au sujet de la CMRC, TONGA a souligné que la RI devrait fournir à la conférence, la dynamique nécessaire aux travaux sur la préparation aux catastrophes. Le délégué des ILES SALOMON a indiqué que son pays présentera à la CMRC, le projet du Plan d'Action Régional du Pacifique pour la réduction des catastrophes. La CHINE a annoncé un projet de résolution sur les mécanismes régionaux de surveillance, de prévention et d'évaluation des catastrophes naturelles, qui sera présenté à la CMRC. Le ROYAUME-UNI a déclaré que la CMRC est une occasion opportune pour l'examen des voies et moyens de concrétiser le système d'alerte précoce de l'Océan Indien et de répondre aux divers besoins de la région. L'ALLEMAGNE a annoncé qu'elle accueillera la troisième conférence internationale sur l'alerte précoce, en 2005.



Au sujet du financement, le G-77/CHINE a appelé à des investissements internationaux dans le renforcement des capacités et dans les programmes d'énergie, à une aide directe pour l'éradication de la pauvreté, et au transfert des technologies écologiquement rationnelles et des technologies appropriées. L'INDE a donné un aperçu sur ses contributions financières en faveur des PEID. La CHINE a encouragé les partenariats axés sur le soutien de la mobilisation des capacités financières, technologiques et intellectuelles des PEID. Le délégué des ILES SALOMON a encouragé la mobilisation et la coordination des ressources aux échelons national et international, pour le traitement des VIH/SIDA. KIRIBATI a souligné la nécessité de sources d'investissement additionnelles et innovantes. La REPUBLIQUE DE COREE a encouragé le FEM à embrasser les besoins financiers des PEID, comme exprimé dans le document de la Stratégie. La GRENADE a demandé des ressources internationales pour le renforcement des capacités de résistance des PEID.

Au sujet des changements climatiques, plusieurs orateurs ont appelé à la ratification du Protocole de Kyoto et à la mise en œuvre des, et à la mobilisation de ressources pour, les mesures d'atténuation et d'adaptation. Le G-77/CHINE a déclaré que l'adaptation aux changements climatiques est une priorité pour de nombreux PEID et que les PEID attendent avec impatience un soutien de la part de la communauté internationale, en faveur du renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques. L'UE a déclaré qu'il est crucial de renforcer la réponse internationale aux changements climatiques. NAURU a fait part de ses réserves que nombre de pays industrialisés et de pays producteurs de pétrole "persistent dans leur déni" du fait que les changements survenant dans le climat sont induits par les activités humaines. KIRIBATI a appelé à une action immédiate et exhaustive pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et les pays industrialisés à faire preuve de plus d'engagement en faveur de la concrétisation de leurs engagements relevant de l'UNFCCC. Le ROYAUME-UNI a déclaré qu'il se focalisera sur les effets des changements climatiques découlant de l'activité humaine, qui menacent de déstabiliser les efforts internationaux visant à promouvoir le développement durable, durant sa Présidence du G-8. L'ALLEMAGNE a encouragé l'octroi d'une priorité aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, et a exhorté les Etats-Unis à ratifier le Protocole de Kyoto. Le SECRETARIAT de l'UNFCCC a déclaré que le cas des PEID est un exemple clair prouvant que sans action internationale appropriée face aux changements climatiques, le développement durable des PEID ne saurait être réalisé.

Au sujet du principal événement des Nations Unies de 2005, NAURU a souhaité voir les résultats de la RI, figurer dans le rapport du Secrétaire Général concernant la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire. L'UE, L'IRLANDE et L'ITALIE ont encouragé les PEID à participer dans le principal événement. Le délégué des ILES SALOMON, appuyé par la CHINE, a appelé à l'intégration des préoccupations des PEID dans le débat de la prochaine Assemblée Générale de l'ONU sur les réformes des Nations Unies. Au sujet de la réforme de l'ONU, L'ITALIE a souligné la pertinence des principes d'intégration et de participation démocratique des PEID, en particulier concernant l'adhésion au Conseil de Sécurité.

Au sujet de l'éducation, du renforcement des capacités, de la participation et de la culture, SAMOA et TRINIDAD ET TOBAGO ont accueilli avec satisfaction la proposition du Commonwealth d'établir une Université Virtuelle des PEID. Le délégué des ILES COOK a souligné l'importance de promouvoir la culture des PEID en matière de développement durable et d'écotourisme. KIRIBATI a appelé la communauté internationale à soutenir les efforts des PEID visant à accroître leurs capacités dans les domaines de la gestion des ressources marines, de la protection contre la surexploitation et de l'établissement d'aires marines protégées. Les délégués d'ANTIGUA ET BARBUDA et de NIUE ont souligné la nécessité de rôles plus importants pour les femmes, les jeunes et la société civile, dans la suite de la mise en application du PAB. MADAGASCAR a apporté son appui à la protection de la diversité culturelle. La JAMAÏQUE a fait part de son soutien en faveur d'une convention sur la diversité culturelle. L'UNESCO a annoncé la mise en place d'un programme spécial visant à fournir aux PEID une aide pour la préparation de leurs désignations pour la Liste du Patrimoine Mondial.

CUBA a rejeté les mesures unilatérales et extraterritoriales qui entravent et limitent la concrétisation des plans de développement, y compris les objectifs adoptés par les conférences et les sommets des Nations Unies. Le délégué de TIMOR-LESTE a déclaré que l'éradication de la pauvreté et le développement humain, sont essentiels pour la réduction des conflits.

Au sujet des mesures d'accompagnement et de suivi de la RI, le délégué des SEYCHELLES a encouragé le renforcement de la CARICOM, du l'Instance des Iles du Pacifique et de la Commission de l'Océan Indien, et a appelé le Secrétaire Général de l'ONU à considérer la possibilité d'étendre et de renforcer les capacités de

l'Unité chargée des PEID, NAURU proposant l'appropriation des ressources qui lui sont disponibles dans le budget régulier de l'ONU, de manière à lui permettre de fonctionner en tant qu'unité distincte au sein de la DAES. BELIZE a souligné la nécessité pour les Etats de travailler ensemble pour le traitement des problèmes des PEID, et de trouver des solutions communes aux problèmes communs. La BANQUE MONDIALE a déclaré qu'elle continuera à accueillir le Forum Annuel des Petits Etats, à l'occasion des Réunions Annuelles de la Banque Mondiale/FMI.

**TABLE RONDE SUR LA VOIE A SUIVRE: Mobiliser les ressources pour la suite de l'application du PAB:** La table ronde a été modérée par José Antonio Ocampo, Sous-secrétaire Général chargé des Affaires Economiques et Sociales, et coprésidée par Owen Arthur, Premier Ministre et Ministre des Finances et des Affaires Economiques de la Barbade, et Louis Michel, Commissaire Européen chargé du Développement et les Affaires Humanitaires.

La discussion a porté sur les voies et moyens de mobiliser les ressources, compte tenu du fossé existant entre ce dont a besoin le développement durable des PEID et ce qui est disponible à travers l'APD. Quelques délégués ont identifié l'obtention de financements de la part des marchés des capitaux internationaux, et d'autres ont appelé à un accroissement de l'APD. Les ETATS-UNIS et l'UE ont mis en exergue leurs contributions respectives à l'APD, le délégué américain soulignant qu'en dépit de l'importance de l'APD, c'est aux pays eux-mêmes qu'incombe la principale responsabilité de leur développement durable. Ce point de vue a été contré par de nombreux participants, dont le Coprésident Arthur et Cuba, qui ont tous deux précisé que les pays en développement, d'une manière générale, partent d'une position défavorable, comparée à celle des pays industrialisés.

Les délégués ont également débattu de la coordination des donateurs et des critères encadrant l'APD et les autres aides. TUVALU a fait part de ses réserves concernant le fait qu'il n'ait pas tiré beaucoup d'avantages de son statut de PMA, ceci n'étant qu'une désignation au sein des Nations Unies, qui n'est pas utilisée par les pays donateurs individuels.

Plusieurs participants se sont accordés pour dire que le rôle approprié de l'Etat dans le développement économique consiste à établir et à nourrir un climat favorable à l'investissement qui permet à l'entrepreneuriat du secteur privé de s'épanouir.

Les participants ont également débattu de l'importance du commerce international pour le développement des PEID, et a appelé à un statut particulier pour les PEID, compte tenu de leur vulnérabilité.

L'importance du renforcement du capital social et en particulier des capacités des ressources humaines, a également largement débattu, la CARICOM appuyant la proposition du Coprésident Michel de mettre en place des centres d'excellence régionaux pour l'éducation/les ressources humaines, qui renforceraient les capacités et aideraient à arrêter la 'fuite des cerveaux'. La FINLANDE a souligné qu'une attention doit être également accordée à la nécessité de s'assurer de l'égalité des sexes dans tous les domaines des ressources humaines.

### GRANDE COMMISSION

Les délégués se sont réunis à titre informel, pour procéder à l'approbation du chapitre consacré aux changements climatiques et à l'élevation du niveau des mers, tel qu'agréé dans le groupe de contact. Au cours de l'examen du document de la Stratégie par la Grande Commission, le JAPON a souligné que le libellé consacré au transport des matériels radioactifs ne devrait pas être considéré comme un précédent, dans d'autres instances internationales. NAURU a suggéré, et les délégués ont accepté, d'amender le titre du document en 'Stratégie de Maurice pour la Suite de l'Application du PAB.' Les délégués ont adopté la Stratégie de Maurice, telle qu'amendée, ainsi que le report de la Grande Commission.

### DANS LES COULOIRS

Le matin, dans les couloirs, s'est ébruitée la nouvelle que le groupe de contact sur les changements climatiques, qui a travaillé toute la nuit, s'est accordé sur le texte en suspens. De nombreux délégués étaient enthousiastes quant à la priorité accordée à l'énergie renouvelable, l'interprétant comme étant une avancée pour l'ordre du jour mondial consacré à l'énergie. Le moral était à bloc au moment où la Grande Commission achevait ses travaux sur le document de la Stratégie, suite à quoi les délégués ont été chaleureusement accueillis à la réception de la State House pour une célébration bien méritée. Bien que personne d'entre eux n'ait obtenu entièrement ce qu'il voulait, les délégués à la fois des PEID et des pays donateurs ont exprimé leur satisfaction quant au résultat négocié.